



## ÉCONOMIE

# L'exécutif s'attaque aux milliards de la formation professionnelle

À partir de mardi, le premier ministre Édouard Philippe consulte les partenaires sociaux pour réformer ce système nébuleux et inefficace.

MANON MALHÈRE [@ManonMalhere](#)

**SOCIAL.** Le répit aura été de courte durée. Alors que les ordonnances réformant le Code du travail ont été publiées il y a trois semaines, le coup d'envoi de l'acte II des réformes sociales est déjà lancé. Et le menu s'annonce pour le moins copieux : apprentissage, assurance-chômage et formation professionnelle. Après une entrée en matière avec Emmanuel Macron jeudi, les organisations syndicales et patronales rencontreront à Matignon, à partir de mardi, Édouard Philippe flanqué de Muriel Pénicaud (Travail) et Jean-Michel Blanquer (Éducation).

La méthode est identique à celle utilisée pour les ordonnances : mener une concertation, voire confier une négociation aux partenaires sociaux, et déposer un projet de loi au Parlement en avril. Le gouvernement en est convaincu, ces trois réformes apporteront davantage de protection aux salariés et équilibreront son projet de « rénovation » du modèle social. Il mise surtout sur la formation professionnelle, la meilleure arme selon lui contre le chômage de masse.

De nombreux gouvernements s'y sont déjà attelés : trois réformes de « modernisation » ont été conduites en près de quinze ans pour adapter la loi de 1971 de... Jacques Delors. Mais le système reste toujours aussi inefficace et peu lisible, alors que 31,5 milliards d'euros y sont consacrés chaque année ! Comme ses prédécesseurs, le gouvernement Philippe a fixé des objectifs chiffrés ambitieux : former

« un million de jeunes et un million de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés et sans perspective », selon la promesse du président. Investir également 15 à 17 milliards d'euros, sur le quinquennat, dans un plan de développement des compétences.

### Droit de se former

Au final, c'est une remise à plat du système qui est envisagée. Avec le double objectif de réorienter la formation vers ceux qui en ont le plus besoin et renforcer le droit de chacun à se former. L'exécutif veut notamment s'attaquer à l'opacité des formations proposées par quelque 97 000 prestataires. « Aujourd'hui, tout le monde peut monter une boîte de formation. Il n'y a aucun contrôle qui est fait », déplore Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de FO. Après la réforme, les formations seront labellisées et évaluées au regard de leur taux de retour à l'emploi.

Par ailleurs, « la majeure partie des contributions actuelles des entreprises pour la formation sera progressivement convertie en droits individuels pour les actifs. Chacun pourra s'adresser directement aux prestataires de formation, selon ses besoins », a promis Emmanuel Macron. L'idée est de faire basculer cette manne vers le compte professionnel de formation (CFP) dont dispose, depuis 2013, chaque individu mais qui ne fonctionne pas.

De quoi faire grincer des dents. Car ce sont les partenaires sociaux qui sont là dans le viseur. Et plus spécifiquement les Opcas, les organismes paritaires chargés de collec-

ter une partie des contributions des entreprises et d'aider les PME à bâtir leur plan interne. « Le gouvernement aurait tort de laisser les personnes se débrouiller seules avec leur compte personnel de formation. Il faut continuer à les accompagner en développant davantage le conseil en évolution professionnelle », a déjà fait savoir le patron de la CFDT, Laurent Berger, sur la même ligne que... le président du Medef, Pierre Gattaz.

Dernier chantier de taille : le pilotage du système de la formation, par de nombreux acteurs, trop complexe. Si les intentions de l'exécutif restent floues sur ce point, le rôle des régions et de Pôle emploi dans la formation des demandeurs d'emploi est actuellement passé au crible par les services de Muriel Pénicaud. ■



► 16 octobre 2017 - N°nc



## EFFORT SANS PRÉCÉDENT

« Nous formerons 1 million de jeunes et 1 million de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés et aujourd'hui sans perspective »  
*Emmanuel Macron candidat, mars 2017*

**LES CHIFFRES CLÉS DE LA « FORMPRO »**

**17 millions**  
 INDIVIDUS FORMÉS CHAQUE ANNÉE

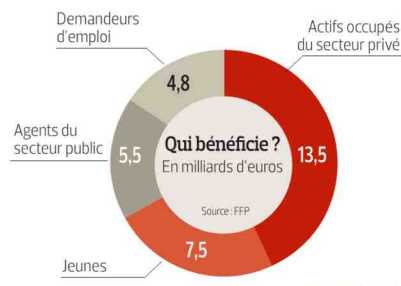
**25 millions**  
 Actions de formation par an

**687400**  
 chômeurs ont débuté une formation en 2014, d'une durée moyenne de 4,6 mois

**8 500**  
 organismes privés de formation, réalisant 4,6 milliards d'euros de CA

**31,5**  
 milliards d'euros Investissement annuel dans la formation professionnelle

**1,15**  
 milliard d'heures de formation dispensées



Infographie LE FIGARO